



RASSEMBLEMENT MARDI 3 AOUT À 18H SUR LE PARVIS DE LA MAIRIE DE MONTREUIL

« Expulsés, chassés, nous voulons une maison pour habiter. »

Vendredi 30 juillet à Montreuil, 7h du matin. Une maison occupée depuis sept mois est expulsée par la police et immédiatement détruite à la pelleuse, devenant terrain vague inhabitable. La préfecture n'a fait qu'exécuter une décision de justice : à Montreuil comme partout, il suffit de squatter une maison abandonnée pour que son propriétaire s'y intéresse. Cette maison abandonnée depuis des années, déjà squattée à plusieurs reprises et détruite de l'intérieur, avait été réinvestie par des Roms et des soutiens après que ceux-ci aient été chassés d'un terrain vague en face du salon du livre en novembre dernier. Durant une semaine, police et agents municipaux de Montreuil et Bagnolet les avaient repoussés de ville en ville, de place en place, jusqu'à l'ouverture de cette maison inoccupée.

C'est l'été. Le Président de la République vient d'annoncer l'expulsion de tous les squats et campements dits illégaux de Roms et gens du voyage. Il en veut 300 avant l'hiver. Le préfet qu'il a placé en Seine-St-Denis se doit de donner l'exemple. Avec cette seule expulsion, il met plus de 50 personnes à la rue, une dizaine de familles, une vingtaine d'enfants, dont plusieurs nourrissons. Bel exemple.

Vendredi la préfecture aurait aimé que tout ça se fasse dans le silence. Mais les Roms expulsés, accompagnés de voisins et soutiens, s'installent aussitôt à Croix de Chavaux, devant l'office du tourisme. Une banderole est peinte et accrochée :

« La préfecture a détruit notre maison, nous en voulons une autre MAINTENANT. L'école Berthelot attend les enfants ». Des tracts sont écrits, imprimés et distribués pour informer d'un rassemblement le soir même. Les policiers menacent: « Si le rassemblement a lieu, ça va aller au clash. ». La préfecture ne veut pas de rassemblement public non déclaré à l'avance ; c'est pourtant elle qui a jeté ces familles sur la voie publique le matin. Environ 150 personnes se retrouvent donc rassemblées vers 18h à l'entrée de la rue piétonne, et se mêlent joyeusement à un concert de soutien aux sans-papiers grévistes qui occupent leur agence d'intérim *Man Power* depuis plus de dix mois. Le soir, il faut trouver un bout de terrain pour dormir : ce sera le terrain en face du Palais des congrès, le fameux terrain expulsé pour une bonne tenue du salon du livre l'hiver dernier. Le lendemain à l'aube, la police chasse les Roms de ce campement de fortune. Ils se retrouvent finalement place de la mairie, où se tient un concert, et sont bientôt rejoints par des soutiens. La mairie se contente de faire pression sur la police pour qu'elle n'intervienne pas (et ne gâche pas sa prestation culturelle), mais affirme n'avoir aucune solution à proposer, et refuse même une simple prise de parole au micro.

Le soir, Roms et soutiens se déplacent vers le haut Montreuil pour chercher un endroit où s'installer pour la nuit. Nous occupons depuis le stade municipal *Alfred Wigishoff*, boulevard de la Boissière. Nous nous sommes installés et la mairie n'a pas demandé l'expulsion. Certains voisins nous aident pour accéder aux douches du stade, apportent du café et des bâches ; d'autres, haineux, bougonnent et insultent. Il est possible de venir y soutenir les occupants dans les jours qui viennent.

C'est quoi occuper un terrain ou une maison à Montreuil quand on est Rrom ? C'est se voir refuser un accès à l'eau parce que *Véolia* affirme que c'est impossible. C'est ne pas pouvoir avoir une benne ou des poubelles où jeter les déchets parce que les services municipaux refusent pour mille et une mauvaises raisons. « *Cela rendrait leur présence trop visible, les voisins se plaindront s'il le voit* », répond un agent municipal aux occupants Rroms d'un terrain rue de Rosny. C'est se faire escorter jusqu'en Roumanie par la police. C'est ne pas avoir le droit de travailler sans promesse d'embauche préalable (qui en obtient, sinon la femme du ministre du travail ?), mais se faire traiter partout de parasites. C'est faire la manche, vendre à la sauvette et être pourchassé par la police. C'est récupérer ferrailles et autres mais être confronté comme tous les glaneurs à la suppression des encombrants sur la ville de Montreuil. La liberté de circulation pour les Rroms, c'est être chassé et expulsé de partout.

Les Rroms expulsés vendredi n'avaient pas demandé une place dans un des camps de réinsertion MOUS. Ils avaient un logement. Ils voulaient juste qu'on les laisse tranquille. Les MOUS – pour : « Maîtrise de l'œuvre urbaine et sociale »- camps de réinsertion très contraignants (vigiles à l'entrée, horaires d'ouverture et de fermeture, interdiction de visites, même du conjoint s'il n'est pas sur les listes)- ne sont pas une solution miracle. Les Rroms ne sont pas un problème à éradiquer par les expulsions ou à gérer par l'intégration forcée. Il n'y a pas un « problème Rroms », il n'y a que des histoires singulières. Plusieurs expulsés venaient de villages totalement dévastés par les inondations qui touchent la Roumanie depuis près d'un mois. **L'hospitalité n'a rien à voir avec la gestion.** Et c'est bien d'hospitalité dont nous avons besoin.

Cette semaine en Seine-Saint-Denis, des expulsions ont eu lieu à Montreuil, à la Courneuve, à St Denis. Rroms, gens du voyage, habitants casaniers, voisins, soutiens, c'est à nous tous de résister dans nos villes, dans nos quartiers. D'empêcher, ou au moins de rendre visible, chaque expulsion par des banderoles, des textes, des rassemblements. De chercher ensemble des maisons délaissées, des terrains en friche, des caravanes à réparer. De partager couvertures, repas et mots. 300 expulsions d'ici l'hiver, cela ne doit pas être possible.

Contact : n°d'urgence anti-expulsions 06 08 55 99 82